

## LES CONSULTATIONS CITOYENNES POUR LE MONDE D'APRÈS – QUEL BILAN ?

---



La Filature, Mardi 20 octobre 2020, 9h15-11h

DÉBAT INSPIRANT ORGANISÉ PAR DÉCIDER ENSEMBLE



La crise sanitaire inédite du COVID-19 a mis en avant de nombreux dysfonctionnements de notre modèle économique et social ainsi que de notre modèle politique. Face à ce constat, de multiples initiatives de consultation citoyenne ont émergé. Associations, chercheurs, parlementaires et citoyen·ne·s ont été nombreux à lancer une démarche de co-construction du « monde d'après », en appelant l'ensemble des citoyen·ne·s à y contribuer. 6 mois après cet apparent réveil collectif, qu'en est-il vraiment ? Le « monde d'après » est-il en cours de construction ? Les idées apportées par les citoyen·ne·s ont-elles pris vie en dehors des plateformes numériques ? Quelles sont les idées défendues sur le renouveau de notre modèle démocratique et

social ? Cette table ronde propose de revenir sur les consultations citoyennes pour le monde d'après et les enseignements que l'on peut en tirer.

Avec l'intervention de :

- **Alicia Combaz**, Co-fondatrice Make.org
- **Armel Le Coz**, Co-fondateur Démocratie Ouverte
- **Peggy Bourdin**, Directrice des relations aux usagers citoyenneté, Métropole Européenne de Lille

Animé par :

- **Katharina Zuegel**, Co-directrice de Décider ensemble



## ■ QUEL BILAN DES CONSULTATIONS POUR LE MONDE D'APRÈS ?

La pandémie du Covid-19 a bousculé nos habitudes. C'est **un moment de transformation de nos sociétés** et c'est avec les collectivités, les civic tech mais aussi les parlementaires que l'on doit **reconstruire le monde d'après, à l'aide des consultations citoyennes**. Au cœur de l'urgence sanitaire, il faut redonner de la place et du poids à la parole des citoyen·ne·s.

L'entreprise **Make.org** a ainsi lancé [une consultation numérique sur le monde d'après](#) qui a attiré **165 0000 participant·e·s** et recueilli **20 000 propositions**. Cette participation de masse est, pour les organisateurs, gage de légitimité. À partir des propositions faites, **une « géographie du débat »** a été extraite, qui a elle-même permis de faire ressortir **plusieurs grands thèmes** (environnement, alimentation, politique économique, consommation, démocratie participative, santé...).

La finalité de cette démarche comprend trois étapes :

- 1. Communiquer un rapport aux participant·e·s ;**
- 2. Avoir un écho auprès de la puissance publique.** En l'occurrence, le rapport a été présenté au CESE, qui portera lui-même un rapport consacré à plusieurs consultations sur ce même sujet au Président de la République ;
- 3. Effectuer un travail d'action** avec la mise en place de projets sur les thèmes qui sont ressortis, appelés « priorités citoyennes », via le fond de dotation de Make.org. Ces actions sont réfléchies et construites de façon concertée et en petits groupes, selon la méthode de l'intelligence collective. Deux ans seront nécessaires au déploiement de ces projets.

**Démocratie ouverte**, de son côté, a effectué un travail collectif en réunissant **un large panel d'acteurs** (élu·e·s locaux et locales, chercheur·euse·s, personnalités, Gilets jaunes, ...). En s'appuyant sur la collaboration entre ces différentes parties prenantes, les organisateurs ont donné naissance à **un « scénario » démocratique de sortie de crise**. Ce travail a permis la publication d'une [tribune](#) sur Franceinfo. Le travail s'est décomposé en trois temps :

- 1.** Démocratie ouverte a d'abord souhaité que **toutes les consultations soient traitées comme un seul corpus de données disponibles en open data** (exemple : [www.apresmaintenant.org](http://www.apresmaintenant.org)).
- 2.** L'association a ensuite appelé à **une fabrique des transitions** : partir des territoires, faire remonter les initiatives citoyennes déjà existantes les plus intéressantes et les financer par le plan de relance. L'idée défendue ici est qu'au-delà de la consultation citoyenne, **il faut aussi s'appuyer sur l'expertise**.
- 3.** La dernière approche consistait à **imaginer un fonctionnement institutionnel : une « assemblée citoyenne du futur »** (sur le modèle de la Convention Citoyenne

pour le Climat) qui permettrait de pérenniser des aspects socio-économiques. Cette dernière étape se révèle être décevante car elle n'a donné que très partiellement lieu à une réforme.

De manière générale, Armel le Coz explique que les retombées de la tribune sont assez décevantes car, notamment, **aucun retour n'a été fait sur l'impact que la demande a eu sur le plan de relance**. On voit qu'il y a une demande forte des citoyen·ne·s, mais que celle-ci n'est pas prise en compte dans le cycle de vie d'une politique publique.

La **Métropole Européenne de Lille** a également lancé [une consultation locale sur le monde d'après](#) du 6 mai au 1er août 2020. Cette consultation se place **dans un contexte politique de renouvellement des mandats**, donnant lieu à une réflexion sur les politiques publiques qui seraient potentiellement en capacité d'évoluer. La consultation de la Métropole Européenne de Lille s'est appuyée sur **un questionnaire de huit questions** permettant aux citoyen·ne·s de faire part de leurs ressentis sur le contexte. **Un module autour de six grands thèmes** (agriculture, aménagement cadre vie et transports, usage numérique, démocratie locale, loisir, économie) est venu compléter le dispositif. 92% des répondant·e·s ont exprimé une envie de changement.

Cette consultation sera utilisée de deux manières : la première pour **établir le Pacte de Gouvernance de la Métropole Européenne de Lille** (les contributions sont soumises à débat lors d'ateliers citoyens) ; la seconde pour **intégrer un certain nombre de modules d'évaluation aux politiques publiques** (par exemple, sont en discussion les « corona pistes », des pistes cyclables mises en place pendant la crise sanitaire pour se déplacer en vélo dont la pérennisation est envisagée).



## ■ QUELLE DÉMOCRATIE SOUHAITE-T-ON VOIR S'ÉTABLIR À L'AVENIR ?

Le premier niveau de consensus entre les citoyen·ne·s ayant participé aux consultations est de s'accorder **à avoir et à faire de la démocratie délibérative**. En second lieu, il·elle·s débattent sur **la « forme » qu'ils souhaitent donner à ce type de gouvernance** : RIC, tirage au sort, etc.

Le modèle idéal vers lequel Démocratie Ouverte voudrait tendre est celui d'**une conjonction de la légitimité actuelle de l'élection et d'une légitimité issue de la démocratie délibérative**. Il s'agit de chercher non pas une représentativité statistique mais plutôt **une diversité de citoyen·ne·s**, différente de celle de l'Assemblée Nationale par exemple (sur-représentation des CSP+, des hommes, etc). L'idée comprend aussi **la mise en place d'un RIC délibératif**. Celui-ci permettrait aux citoyen·ne·s de faire émerger des sujets, qui seraient ensuite soumis à la délibération. Il est important que **ces débats soient médiatisés**, pour élargir l'audience de ces questions à l'ensemble de la société.

En 2016, au sein de la Métropole Européenne de Lille, les modalités d'association des citoyen·ne·s avaient déjà fait débat à l'occasion de la **création de la Charte de la participation citoyenne**. La question de **la transparence de l'information** pour gagner la confiance des citoyen·ne·s y est apparue récurrente.

Exemples contrastés de l'usage du tirage au sort dans la Métropole :

- Conseils citoyens tirés au sort : difficultés relevées dans certains territoires, notamment liées aux difficultés socio-économiques accumulées dans ces espaces
- Panels citoyens tirés au sort pour la concertation sur le Programme Local de l'Habitat : sujet trop technique ?

Selon **Alicia Combaz**, une des problématiques qui se pose dans la démocratie participative est celle de **la crainte partagée par les élu·e·s d'être lié·e·s, obligé·e·s à des actions par les citoyen·ne·s**. Or, quand ces dernier·e·s priorisent des sujets, il·elle·s attendent davantage des réponses de la part des élu·e·s que des véritables prises de décision sur tous les sujets. Il ne faut **pas confondre démocratie directe et démocratie participative**, cette dernière forme de gouvernance étant bien un moyen de s'approprier et de légitimer des sujets, et non pas d'être un « bloqueur », une injonction aux élu·e·s.



## ■ COMMENT PENSER L'UTILISATION DES OUTILS DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE DANS DES SITUATIONS D'URGENCE, COMME A PU L'ÊTRE PAR EXEMPLE CETTE CRISE SANITAIRE ?

D'après **Armel Le Coz**, dans **la région Occitanie**, face à une urgence, provoquée par la crise du Covid-19, à trouver des masques et à ouvrir des lits d'hôpital, **les élu·e·s ont dû réagir très vite, avec un petit niveau de concertation** (des acteurs ciblés). Puis, dans un second temps, il·elle·s ont mis en place **un plan de transformation systémique** et ont créé **une Convention citoyenne**.

Pour que les mécanismes de concertation soient efficaces et adaptés à des situations d'urgence, **il faut développer en temps de non-crise une culture de la participation** et inscrire des habitudes. Dans cette même perspective, **Alicia Combaz** pense que **la démocratie participative doit être intégrée, désignée, dans la conduite des politiques publiques** ; ainsi, il sera plus simple d'utiliser cette force en contexte d'urgence.

Selon **Peggy Bourdin**, si la co-création de politiques publiques urgentes n'est pas possible, **inclure les citoyen·ne·s dans leur suivi, leur restitution, leur évaluation et leur pérennisation peut être une solution**.



## POINTS À RETENIR

---

■ Au cœur de l'urgence sanitaire, il y a un besoin de revaloriser la place des citoyen·ne·s, ce que les collectivités, les civic tech et les parlementaires ont essayé de faire, en s'appuyant sur les consultations pour récolter des idées pour reconstruire le monde d'après.

■ La démocratie d'après crise doit se bâtir sur une conjonction de la légitimité actuelle de l'élection et d'une légitimité issue de la démocratie participative, délibérative et directe.

■ Pour que les mécanismes de concertation soient efficaces et adaptés à des situations d'urgence, il faut développer en temps de non-crise une culture de la participation.

